



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**



TOUS ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION

ROUEN 10H30 de la DSDEN (Place des Faïenciers St-Sever)

AG 12H30 au SNES

LE HAVRE : AG 9H, manif 10H30 Franklin

DIEPPE (Possibilité de départ en car)

Des suppressions de postes qui ébranlent le service public

L'annonce de la disparition de 4500 postes dans la Fonction Publique (dont 2650 dans l'Éducation) ne passe pas. Ces suppressions sont un non-sens. Elles induisent des conditions de travail de plus en plus difficiles pour tous les corps. Au niveau des personnels administratifs, ce sont 400 suppressions qui sont programmées. Cela revient à supprimer l'effectif d'un Rectorat !

Le nombre des élèves augmente chaque année et ce sera encore le cas l'an prochain, selon les prévisions. Leurs conditions d'études seront-elles aussi sacrifiées sur l'autel du dogme de la réduction des déficits ?

Dans le second degré : une réforme du lycée délétère

La « réforme » du Lycée a des conséquences catastrophiques qui vont encore accentuer les inégalités sociales et territoriales :

- mise en place d'un bac « maison » dans chaque lycée.
- mise en concurrence des établissements et des enseignants
- sélection accrue dès la fin de seconde, avec le choix des spécialités, organisée en lien avec « Parcoursup ».
- logique comptable qui vise à supprimer des postes.

Cette « réforme » tourne le dos à toute idée de démocratisation du système éducatif.

D'autre part, le gouvernement explique que l'augmentation des heures supplémentaires permettrait sans difficultés de compenser les suppressions : c'est un leurre. On en revient au « travailler plus pour gagner plus » rejeté par les collègues.

Se voir imposer des heures supplémentaires est une dégradation des conditions de travail. Nous ne le voulons pas !

Dans le premier degré : des effets d'annonce

Le budget et les postes sont en nombre insuffisants : en effet l'affichage d'une pseudo-priorité au primaire traduite par l'annonce d'une dotation de 2 325 postes dans le premier degré est surtout médiatique. La réalité est tout autre. Cette dotation est bien insuffisante pour couvrir les mesures de dédoublement des CP et CE1 en REP et REP+ ainsi que l'abaissement à trois ans de la scolarité obligatoire. 4 000, c'est le nombre de postes nécessaires pour terminer le dédoublement, auxquels il faut en ajouter 1000 (selon le Ministère) pour assurer la scolarisation devenue obligatoire des trois ans. Trois chiffres qui rendent l'équation défavorable pour les cartes scolaires à venir au mois de janvier prochain.

Dans les Lycées Professionnels : baisse du volume disciplinaire.

La baisse du volume disciplinaire pour les élèves est inacceptable. Cette baisse aura pour conséquence de fragiliser la double finalité des diplômes professionnels : l'insertion professionnelle et la poursuite d'études.

Nous demandons un cadrage national du volume horaire dédié à la consolidation des acquis, l'accompagnement personnalisé et la préparation à l'orientation. Nous réclamons une augmentation du volume complémentaire d'heures professeur notamment pour permettre un travail en effectif réduit dans toutes les disciplines d'enseignement général. Cela permettrait aussi un accompagnement personnalisé et un travail sur la consolidation des acquis des élèves en petits groupes, seule solution pour garantir des conditions de travail acceptables pour les personnels.

En l'état, les grilles horaires prévues pour l'enseignement professionnel permettraient de supprimer 900 postes à la rentrée 2019 et près de 3500 postes en 3 ans.

Dans le supérieur : recours accru à la précarité !

Le bilan de la plateforme Parcoursup, à l'opposé de la communication gouvernementale, est catastrophique : outre les files d'attente interminables pour les élèves et leur famille pendant tout l'été, plus de 150 000 lycéen.ne.s ont abandonné la plateforme, soit par découragement, soit pour intégrer des formations privées payantes hors Parcoursup. C'est donc bien d'une forme de privatisation de l'enseignement supérieur et d'exclusion des élèves de familles modestes de l'accès aux études dont il s'agit. La politique d'austérité continue par ailleurs à produire ses effets délétères avec les nombreuses suppressions de postes et le recours accru à la précarité, alors que les conséquences du pic démographique des années 2000 percutent pleinement l'université. A cela s'ajoute l'inquiétude de plus en plus prégnante des collègues face aux projets de restructuration bureaucratique des académies, des ESPE et des universités.

Retraités d'aujourd'hui et de demain : tous perdants...

S'ajoutant à cela, les annonces sur la « réforme » des retraites de 2019 menacent les futures pensions des fonctionnaires :

- fusion des régimes du privé et du public (nivellement par le bas), mise en place d'une retraite par points dont la valeur serait aléatoire en fonction de l'année de départ.

- pension calculée non plus sur les 6 derniers mois, mais sur l'ensemble de la carrière en fonction des points.

- retraite injuste : quid des salaires gelés ? Des premières années mal payées ? Des secteurs mal rémunérés ?

L'avenir apparaît d'autant plus sombre que les retraités ont été déjà lourdement fragilisés ces derniers mois : ils ont vu leur pension désindexée, par rapport à l'inflation, et ont subi la hausse de la CSG.

Personnels administratifs : la fusion des académies, c'est NON !

La fusion des académies de Rouen et Caen est perçue négativement par une grande majorité de personnels : économies d'échelle, réduction des effectifs à court ou moyen terme, concentration des moyens sur quelques points du territoire, surcoût de la mobilité, éloignement hiérarchique et perte de la proximité du service public pour les usagers.

Avec un objectif de mise en place au 1^{er} janvier 2020, la fusion se fera au détriment de la qualité de la réponse de l'Etat aux besoins de nos concitoyen-ne-s, obligera les personnels à se reconvertir vers d'autres missions à défaut de « choisir » une mobilité géographique, perdant au passage leur identité professionnelle, la hiérarchie délaissant leur expertise, avec un transfert de charge vers les EPLE dont les personnels et les directions sont déjà à flux plus que tendu. La fusion n'est pas la solution !



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

Formation des enseignants : la grande braderie

Le Ministre de l'Éducation Nationale a engagé un grand chantier de braderie de la formation des enseignants à l'échelle nationale avec :

- La disparition des ESPE remplacées par des Instituts Nationaux du Professorat (INSP) ;
- La nomination des directeurs des INSP, imposée par le Ministre, sans prendre l'avis des équipes déjà en place, *a contrario* de la collégialité universitaire ;
- Une augmentation de l'enseignement à distance et du compagnonnage, réduisant toujours plus la formation ;
- Une précarisation de l'entrée dans le métier avec la disparition de l'année de formation en tant que stagiaire au profit de la mise en vacation des étudiants en Master MEEF pendant les deux années ;
- La reconfiguration des concours qui, couplée aux mesures précédentes, présage d'une remise en question des statuts.

A l'échelle locale, la fusion des Académies de Caen et de Rouen et la perspective de la fusion des Universités normandes menacent une formation de proximité au service des étudiants, des enseignants, des Ecoles et du territoire.

Plus que jamais, la qualité du système éducatif repose sur ses acteurs. Investir dans leur formation dans la durée est une nécessité, qui doit tenir compte du fait que les métiers de l'enseignement sont des métiers de concepteurs, à responsabilité sociale déterminante, qui exigent un haut niveau de qualification.